

L'opposition de l'Agglo dit "stop" au référendum

Les élus d'opposition de plusieurs communes ne voteront pas le 13 juin

C'est peut-être l'un des premiers "effets collatéraux" de la consultation du 13 juin : l'opposition de l'Agglo, autrement dit pour l'essentiel, la droite du territoire, a décidé de se fédérer. Un certain nombre d'élus d'Aubagne, Auriol, La Penne-sur-Huveaune, Belcodène, Roquevaire et Cuges, sont en effet signataires d'un tract qui sera distribué dès demain sur les marchés et dans les boîtes aux lettres, dénonçant "un faux référendum, une vraie manipulation". Des conseillers municipaux qui ne siègent pas au conseil communautaire, si l'on excepte Sylvia Barthélémy, Joseph Pittéra et Alain Grégoire. "Nous avons déjà indiqué, à l'occasion d'une délibération portant sur le logement social à Roquevaire, que nous entendions porter la parole des élus d'opposition d'autres communes", explique Sylvia Barthélémy, tête de liste UMP aux dernières municipales à Aubagne, "on s'est dit qu'il fallait les informer des délibérations qui les concernaient, dans chaque commune".

La campagne lancée par l'Agglo et les 12 mairies qui la composent en faveur du "non" à l'entrée d'Aubagne dans le grand Marseille, n'a fait qu'accélérer ce mouvement. "Il n'y a qu'un seul son de cloche, il fallait qu'on s'exprime", argumen-

Voie sans issue

Une fois n'est pas coutume, la droite du pays d'Aubagne fait dans la communication : le tract diffusé demain utilise le champ lexical du code de la route.

Pour les élus d'opposition, le référendum est une voie sans issue, et il faut dire "stop" au discours de l'Agglo sur la future métropole.



Veronique Miquelly, Christophe Szabo et Sylvia Barthélémy disent "stop" au discours de l'Agglo sur la métropole, et assimile le référendum à une voie sans issue.

/ PHOTO M.-C.B.

te Veronique Miquelly qui précise "nous avons sorti ce tract sur nos deniers personnels". Car la première critique de "l'opposition communautaire", si l'on peut dire, porte bien entendu sur le coût de la campagne en faveur du vote du 13 juin. "Nous préférierions qu'ils utilisent notre argent pour gérer les compétences qui sont les leur", poursuit Veronique Miquelly "comme le tri sélectif ou la mise en place d'un abonnement domicile-travail pour les usagers de l'autoroute".

Deuxième argument anti-consultation : "Il n'y a pas de

risque d'intégration dans la communauté urbaine de Marseille", indique le tract. "Laissons les métropoles se créer ; il y a un enjeu européen, on sait d'ailleurs que de grandes villes de gauche comme Lille ou Lyon sont favorables à de telles métropoles", explique Sylvia Barthélémy. "On peut imaginer des coopérations entre EPCI (Établissement public de coopération intercommunale), qui évoluent sur le long terme, pour aboutir, pourquoi pas, un jour, à une métropole. Mais on ne va pas devenir du jour au lendemain le grand Marseille", renchérit

Christophe Szabo. Tous trois, au nom de leurs collègues aussi, rappellent toutefois qu'ils sont attachés à l'Agglo telle qu'elle existe aujourd'hui, une entité de 12 communes "c'est notre identité, dans laquelle on se reconnaît", indique Christophe Szabo, "mais pour autant il ne faut pas fermer les portes, en disant qu'on est une principauté".

Même si leur tract ne donne aucune consigne de vote, les élus qui le signent, eux, n'iront pas voter le 13 juin.

Marie-Cécile BÉRENGER

mcberenger@laprovence-presse.fr

Alternative

Gérard Gazay et Léo Mournaud ne sont pas signataires du tract. Ils ont clairement affiché leur position dans cette campagne : ils iront voter "non". Gérard Gazay estime en effet qu'ayant demandé lui-même un référendum sur la question du tramway, il peut difficilement ignorer celui de la métropole. Il a choisi de voter "non", prenant sans doute le risque de cautionner la démarche de l'Agglo, ce que les signataires du tract veulent éviter.